

M.....
adresse :

à

A Madame l'Inspectrice d'Académie de l'Isère
Cité administrative
1, Rue Joseph Chanrion
38032 Grenoble cedex 1
Fax : 04 76 74 79 95

Objet : opposition à la saisie de données personnelles dans Base élèves / soutien aux directeurs d'école

....., le 19 octobre 2009

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Vous avez informé plusieurs directeurs d'école de l'Isère qu'ils devaient obligatoirement saisir les élèves de leur école dans Base élèves avant le 23 octobre 2009, les menaçant de perdre 5/30ème de leur salaire et, pour certains, de menaces plus graves, et ce, malgré l'opposition exprimée par de nombreux parents.

Le traitement Base élèves est entouré de nombreuses irrégularités.

De nombreux points abordés dans les questions de parlementaires au Ministre de l'Éducation Nationale restent sans réponse.

Plus d'un millier de parents ont porté plainte contre x concernant Base élèves. Une enquête préliminaire a été ouverte dans plusieurs départements, dont l'Isère. Toutes les plaintes ont été regroupées à Paris où une nouvelle enquête a été diligentée sur les faits dénoncés.

Le Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU a publié le 11 juin 2009 un ensemble de recommandations concernant Base élèves, et de manière plus générale tous les fichiers d'enfants. Le Comité demande entre autre que la France fasse en sorte que les parents aient un droit de suppression quand les données *« ont été recueillies sans leur assentiment ou par un procédé contraire à la loi n °78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés »*. *« Le Comité recommande en outre que ne soient entrées dans ces bases de données que des données anonymes, et que l'utilisation des données collectées soit réglementée par la loi de manière à en prévenir un usage abusif »*.

Enfin, le Conseil d'Etat a procédé à une enquête très récemment, le 12 octobre 2009, dans le cadre de deux recours contre Base élèves.

Dans ce contexte, nous ne comprenons pas votre insistance à obliger des directeurs à saisir des données personnelles dans Base élèves. Nous sommes indignés des menaces de sanctions que vous faites peser sur les directeurs d'école. Nous leur apportons notre entier soutien et vous demandons de retirer votre injonction et vos menaces à leur encontre.

Veillez agréer, Madame l'Inspectrice d'Académie, l'expression de nos sentiments distingués.

Signature :